



Association de
Banques Privées Suisses
Vereinigung
Schweizerischer Privatbanken
Association of Swiss Private Banks

Autorité de surveillance des marchés
financiers – FINMA
Monsieur U. Steinhauser
Laupenstrasse 27
3003 Berne

uwe.steinhauser@finma.ch

Genève, le 28 août 2015

Projet de circulaire 16/xx "Publication – banques" de la FINMA

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions d'avoir invité l'Association de Banques Privées Suisses (ABPS) à participer à l'audition relative au Projet de circulaire 16/xx "Publication – banques" et tenons à vous faire part des commentaires suivants :

Nous soutenons en tout point la prise de position de l'Association suisse des banquiers. Nous tenons toutefois à mettre l'accent sur certains points qui touchent tout particulièrement les membres de notre Association.

A cet égard, nous vous demandons de bien vouloir reconsidérer les points suivants du projet de circulaire :

- 1. L'extension aux banques de la catégorie de surveillance 3 de l'application intégrale des normes de publication (cm 14 ss) ;**
- 2. La fréquence de publication de certaines informations (cm 33 et annexe 1) dans la mesure où elle s'applique à des banques non systémiques ;**
- 3. La brièveté des délais accordés aux banques pour mettre en place les modifications substantielles de cette nouvelle circulaire (cm 49 ss), ainsi que ceux non moins contraignants de publication des informations (cm 34).**

1. Dérogations aux exigences de publication financière (cm 14ss)

Les conditions pour bénéficier des dérogations aux exigences de publication de la nouvelle circulaire ont été considérablement durcies par l'introduction notamment d'un critère lié à la catégorie de surveillance des banques.

Comme mentionné dans le rapport explicatif, ce durcissement des conditions ne touche que trois établissements. Il s'avère que l'un d'entre eux est membre de notre Association. La justification avancée pour ce changement de pratique est liée au fait que ces établissements opèrent au niveau international et qu'ils ne représentent pas un

profil de risque de crédit des plus simples. En outre, l'introduction de ces nouvelles normes est censée renforcer la confiance des investisseurs et des acteurs de marché.

Pour les motifs suivants, ces justifications ne nous paraissent ni convaincantes ni adéquates :

- Le **caractère international de l'activité des établissements n'influence en rien la prise de risques de crédit, de marché ou de contrepartie**, qui sont les principaux risques faisant l'objet de publications détaillées. La prise de ces risques dépend de la politique d'affaires des banques et non du fait qu'elles soient ou non présentes à l'international. La définition des besoins en matière de publication doit se fonder sur des critères quantitatifs clairs, observables par les acteurs de marché et non en vertu de critères arbitraires. L'utilisation des catégories de surveillance comme critère ne répond pas à cette exigence. Premièrement, cette information n'est pas publique. Et, deuxièmement, la solution proposée peut aboutir à des inégalités de traitement inexplicables. A titre d'exemple, une banque de gestion d'actifs de catégorie 4 dont les exigences minimales de fonds propres au titre du risque de crédit se monteraient à CHF 180 millions serait exemptée de publication intégrale alors qu'une banque de catégorie 3, dont les mêmes exigences ne se monteraient qu'à CHF 150 millions, ne le serait pas. Un résultat aussi paradoxal est-il compatible avec la volonté du législateur ?
- L'argument selon lequel **les établissements concernés ne présentent pas un profil de risque de crédit des plus simples** ne nous semble pas basé sur des critères objectifs. De plus, il ne saurait s'appliquer aux banques dont l'activité de crédit se limite à l'octroi de crédits lombards couverts par le nantissement de titres et qui n'accordent aucun crédit commercial ni hypothécaire. A l'évidence, le profil de risque présenté par des crédits lombards est simple. A notre connaissance, au cours des dernières décennies, l'octroi de tels crédits n'a jamais provoqué de crise bancaire.
- Enfin, le rapport explicatif fait mention du **renforcement de la confiance des investisseurs et des acteurs de marché**. A cet égard, nous attirons votre attention sur le fait que les membres de notre Association ne sont pas cotés en bourse et ne font pas appel à des investisseurs tiers pour se financer. Ces préoccupations ne s'appliquent par conséquent pas à eux.

Au regard de ce qui précède, nous sommes d'avis que **les critères de dérogation actuellement en vigueur dans la circulaire 2008/22 devraient être maintenus et non renforcés**. Cette approche aurait en outre l'avantage d'éviter la confusion auprès des investisseurs que la multiplication des justifications de non publication prévues au cm 25 va occasionner.

2. La fréquence de publication de certaines informations (cm 33 et annexe 1)

A l'exception des banques à caractère systémique, **une publication trimestrielle et semi-annuelle de données quantitatives ne se justifie pas à notre avis de manière systématique**. Seules les données matérielles ayant subi une détérioration notable dont l'ampleur reste à définir (p.ex. 20%) devraient faire l'objet d'une publication intermédiaire.

Par ailleurs, le délai de publication intermédiaire devrait être porté à 3 mois pour tenir compte des efforts substantiels et répétitifs nécessaires à la production de ces informations.

3. Délai de mise en œuvre (cm 49 ss)

Selon la nouvelle circulaire, **les banques utilisant l'approche SA-CH et l'approche SA-BIS ne sont pas traitées de manière équitable**. Nous sommes d'avis que toutes les banques devraient être traitées de manière identique, ce qui justifierait de reporter au **31 décembre 2018 la mise en œuvre de cette circulaire**, qui nécessite par ailleurs des modifications informatiques substantielles.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ces remarques et vous adressons, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures.

ASSOCIATION DE BANQUES
PRIVEES SUISSES

Le Directeur :



Jan Langlo

La Responsable de
la communication :



Fabienne Bogadi

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Herr Dr. Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
3003 Bern

Per E-Mail an: uwe.steinhauser@finma.ch

31. August 2015

Anhörung FINMA-Rundschreiben 2016/xx „Offenlegung Banken“

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 7. Juli 2015 haben Sie die Konsultation zur Totalrevision des FINMA-Rundschreibens 2008/22 „Offenlegung Banken“ eröffnet. economie suisse, der Dachverband der Wirtschaft – bestehend aus 100 Branchenverbänden, 20 kantonalen Handelskammern sowie grösseren Einzelunternehmen – nimmt aus einer gesamtwirtschaftlichen Sicht zum Rundschreiben gerne wie folgt Stellung:

Angemessene Offenlegungsvorschriften, welche es verschiedenen Interessengruppen erlauben, sich auf Basis der offengelegten Informationen ein fundiertes Urteil über die Risikolage, die Eigenmittel- und auch die Liquiditätssituation einer Bank zu bilden, sind im Grundsatz zu begrüssen.

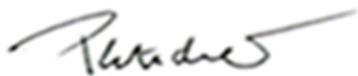
Aus Gründen der Effizienz ist es jedoch erforderlich, dass die quantitativen Angaben, welche der Offenlegung unterliegen, derart ausgestaltet sind, dass die Daten ohne grossen Mehraufwand, d.h. möglichst unverändert aus dem Eigenmittel- beziehungsweise dem Liquiditätsnachweis entnommen werden können.

Bereits heute werden in den Vorgaben zur Rechnungslegung für Banken (vgl. FINMA-Rundschreiben 2015/1 „Rechnungslegung Banken“) Erläuterungen zum Risikomanagement einer Bank verlangt. Im Rahmen des nun vorliegenden Rundschreibens zur Offenlegung sind ähnlich gelagerte oder sogar weitergehende Erläuterungen zum Risikomanagement daher unnötig und werden von uns abgelehnt.

Für detailliertere und umfassendere Ausführungen verweisen wir auf die Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung, welche wir vollumfänglich unterstützen.

Besten Dank für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse
economiesuisse

Handwritten signature of Thomas Pletscher in black ink.

Thomas Pletscher
Mitglied der Geschäftsleitung

Handwritten signature of Erich Herzog in black ink.

Erich Herzog
Stv. Leiter Wettbewerb & Regulatorisches



Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herrn Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27

3003 Bern

FINMA		
ORG	25. AUG. 2015	SB
B4		
Bemerkung:		

Grafenauweg 10, CH-6304 Zug
T +41 41 724 65 55, F +41 41 724 65 50
www.hslu.ch

Institut für Finanzdienstleistungen Zug IFZ
Prof. Dr. Roger Rissi
roger.rissi@hslu.ch
Dr. Martin Spillmann
martin.spillmann@hslu.ch

Zug, 24. August 2015
Seite 1/3

Anhörung zum Rundschreiben Offenlegung Banken

Sehr geehrter Herr Steinhauser

Gerne nutzen wir die Gelegenheit, uns zu der von der FINMA am 7. Juli eröffneten öffentlichen Anhörung zum Rundschreiben Offenlegung Banken zu äussern.

Wir unterstützen Ihr Ziel, mittels verbesserter Transparenz die Marktdisziplin zu fördern. Transparenz und Marktdisziplin können durch Standardisierung der Offenlegung unterstützt werden.

Zinsrisiken im Bankenbuch

In unseren Augen verpasst das Rundschreiben allerdings die Chance, die Transparenz im Bereich der Zinsrisiken im Bankenbuch zu verbessern. Diese stellen für die meisten Banken neben dem Kreditrisiko die zweitwichtigste Risikoart dar. Die Bewirtschaftung der Zinsrisiken der Bilanz, respektive all derer Marktrisiken, die nicht im Handelsbuch erfasst sind, ist von strategischer Bedeutung. Zu Recht weist die Schweizerische Nationalbank (SNB) in den Stabilitätsberichten seit einigen Jahren mit Nachdruck auf diese Risiken hin¹.

Während der Finanzmarktstabilitätsbericht 2013 dabei auch ausführlich auf das Risiko unterschiedlicher Messmethoden und möglicherweise falscher Annahmen einging², fielen die Aussagen in den Berichten 2014 und 2015 leider nur noch sehr summarisch aus.

¹ SNB Financial Stability Report 2015, S. 23; SNB Bericht zur Finanzstabilität 2014, S. 21; SNB Bericht zur Finanzstabilität 2013, S. 17-19.

² SNB Bericht zur Finanzstabilität 2013, S. 18

Die BIZ unterschätzt Zinsrisiken im Bankbuch

Leider scheint es, dass die Zinsrisiken im Bankbuch auch auf Ebene der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich (BIZ) unterschätzt werden (<http://www.bis.org/bcbs/publ/d309.htm>). Das Vorlagendokument für das FINMA-Rundschreiben verlangt erst auf der allerletzten Seite (S. 64) Angaben zum Zinsrisiko im Bankbuch. Immerhin werden auch Aussagen zu den wichtigsten Annahmen zu Sicht- und Kündigungsgeldern gefordert. Auch werden quantitative Werte verlangt. Die Art der Quantifizierung bleibt aber den Banken überlassen, womit die Werte letztlich unvergleichbar bleiben.

Bekanntermassen unterlässt es das BIZ-Regelwerk auch, Zinsrisiken im Bankbuch mittels Säule 1 mit regulatorischem Eigenkapital zu erfassen. Damit gibt sie den Banken den mittelbaren Anreiz, Zinsrisiken vom Handelsbuch ins Bankbuch zu verlagern.

Das FINMA-Rundschreiben verpasst eine Chance

Da sich der Entwurf der FINMA verpasst die Chance, von den Banken zu verlangen, mehr zu den sehr bedeutenden Zinsrisiken im Bankbuch offenzulegen. So wird die Chance verpasst, auf dem Wege verbesserter Transparenz die Marktdisziplin wirken zu lassen.

Gerade in der Schweiz mit ihrem besonders ausgeprägten Tiefzinsumfeld wirken auf die Banken derzeit starke Anreize, die Zinsmargen durch das Eingehen zusätzlicher Zinsrisiken – wenigstens kurzfristig – zu erhalten. Denn seitdem die Zinsen negativ sind, sind Absicherungen mittels Zinsswaps sehr teuer (sie kosten sowohl auf der Festzins-, wie auch auf der Libor-Seite). Viele Banken verzichten daher heute auf die Absicherung von Neugeschäften – obwohl es womöglich nötiger denn je wäre. Leider werden dem Markt und der Öffentlichkeit diese Informationen weitgehend vorenthalten.

Die in Tabelle 44 verlangten Informationen gehen zwar grundsätzlich in die richtige Richtung. Die verlangten Angaben sind aber noch zu allgemein. Wir schlagen vor, sie zu ergänzen.

Anregung 1: Offenlegung der wichtigsten Annahmen (Replikationsparameter)

Im zitierten Stabilitätsbericht wird die Befürchtung geäussert, dass viele Banken ihre Kundengelder als zu zinsstabil betrachten. Damit unterschätzen sie möglicherweise die Zinsrisiken, die sich ergeben, wenn diese Gelder bei einem Zinsanstieg viel früher als heute angenommen neu gepreist werden müssen, oder durch teurere Mittel ersetzt werden müssen.

Anscheinend gehen die meisten Banken davon aus, dass sie auch bei einem Zinsanstieg die Konditionen ihrer Kundengelder (Sicht- und Spargelder) während mehr als zweier Jahre nicht erhöhen müssen³. Diese (Replikations-) Annahmen können falsch oder überoptimistisch sein. Sie erlauben aber auch, das Ausmass der effektiven Zinsrisiken zu kaschieren.

Während Bilanzvolumen mit unbestimmter Zinsbindung früher auf beiden Seiten der Bilanz vorkamen, baute sich in den letzten Jahren ein enormes Übergewicht auf der Passivseite auf. Es wäre für sämtliche Anspruchsgruppen überaus wertvoll, wenigstens über Anhaltspunkte darüber zu verfügen, wie die Banken diesen enormen Überhang an Passiven replizieren. (Wir schlagen aber nicht vor, die Replikationsparameter verbindlich vorzuschreiben, da deren Festlegung letztlich in die unternehmerische Verantwortung fällt.)

Die FINMA sollte konkret Informationen der folgenden Art einfordern:

- Laufzeiten und Volumenanteile aller Portfolio-Anteile
- Laufzeiten und Volumenanteile der längsten und/oder der kürzesten Portfolio-Anteile
- Mittlere Laufzeit oder Duration des replizierten Portfolios an Kundengeldern

Die Offenlegung dieser Informationen böte nicht nur einen wertvollen Einblick in die Risikopositionen. Sondern sie ermöglichte auch eine Diskussion über das Ausmass der Modellrisiken. Letztlich würde diese zweifellos disziplinierend wirken.

³ Grafik 14 im SNB Stabilitätsreport 2013, S. 18

Anregung 2: Vereinheitlichung der Zinsszenarien

Bislang sind die Banken frei, mit welcher Methode und mittels welcher Parameter sie ihre Wert- und Einkommenseffekte ermitteln. Dies verunmöglicht einen sinnvollen Quervergleich. Die FINMA sollte daher zumindest das den Berechnungen zugrundeliegende Zinsszenario standardisieren. Sie könnte z.B. verlangen:

- Parallelverschiebung um +200 Basispunkte
- Parallelverschiebung um +100 Basispunkte
- Parallelverschiebung um +1 Basispunkt

Die Vergleichbarkeit der Risikomasse soll methodischer Raffinesse vorgehen. Auf das Einfordern von Risikomassen, die auf impliziten Forward-Zinsen oder Kurvendrehungen beruhen, kann daher verzichtet werden.

Anregung 3: Auf dem EBK-RS 99/1 aufbauen

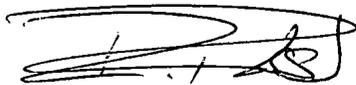
Mittels Rundschreiben 99/1 werden Zinsrisiken bereits an SNB und FINMA rapportiert und dort ausgewertet. Auf Seiten der Banken sind damit die Voraussetzungen für die oben erwähnten Datenlieferungen bereits geschaffen. Leider erreichen aber diese Informationen die Öffentlichkeit nicht. Wir empfehlen daher Folgendes (Varianten):

- Die Banken legen die Informationen gemäss den obigen Anregungen 1 und 2 direkt offen. Dank 99/1 verfügen sie dazu bereits über die erforderlichen Informationen.
- Die FINMA oder die SNB informieren breit und offen über ihre Ergebnisse aus der Auswertung von 99/1, basierend auf den Datenlieferungen der Banken.
- Natürlich sind auch beide Wege in Kombination denkbar.

Es ist uns ein grosses Anliegen, die Transparenz über die Zinsrisiken im Bankenbuch zu fördern. Wir sind überzeugt, dass der Finanzplatz Schweiz davon langfristig profitieren wird.

Für Rückfragen steht Ihnen Martin Spillmann, Tel. 041 757 67 35, martin.spillmann@hslu.ch gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen



Prof. Dr. Roger Rissi
Institut für Finanzdienstleistungen Zug



Dr. Martin Spillmann
Institut für Finanzdienstleistungen Zug

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Dr. Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
3003 Bern
uwe.steinhauser@finma.ch

Basel, 26. August 2015
J.4.6 LHE

Anhörung FINMA-Rundschreiben 2016/xx „Offenlegung Banken“

Sehr geehrter Herr Dr. Steinhauser
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 7. Juli 2015 eröffnete Anhörung der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) betreffend die Totalrevision des FINMA-Rundschreibens 2008/22 „Offenlegung Banken“ und bedanken uns für die Gelegenheit, Ihnen unsere Position und unsere Überlegungen darzulegen.

Bekanntlich sind VertreterInnen aller Bankengruppen wie auch unsere Geschäftsstelle in der Nationalen Arbeitsgruppe zur schweizerischen Umsetzung der revidierten Offenlegungsvorgaben des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht (NAG „Eigenmittel“) unter der Leitung der FINMA vertreten und haben an der Ausarbeitung des vorliegenden Entwurfs des FINMA-Rundschreibens mitgewirkt. Wir möchten Ihnen an dieser Stelle nochmals ausdrücklich für den frühzeitigen Einbezug unserer Vereinigung in die Vorbereitungsarbeiten und den konstruktiven Dialog danken.

Grundsätzlich anerkennen wir die Notwendigkeit angemessener Offenlegungsvorschriften, welche es verschiedenen Interessengruppen erlauben, sich auf Basis der offengelegten Informationen ein fundiertes Urteil über die Risikolage, die Eigenmittel- und auch die Liquiditätssituation einer Bank zu bilden.

Es erscheint uns jedoch wichtig, dass die quantitativen Angaben, welche der Offenlegung unterliegen, im Grundsatz so ausgestaltet sind, dass die Daten praktisch unverändert aus dem Eigenmittel- beziehungsweise dem Liquiditätsnachweis entnommen werden können.

Zudem werden bereits heute in den Vorgaben zur Rechnungslegung für Banken (vgl. FINMA-Rundschreiben 2015/1 „Rechnungslegung Banken“) Erläuterungen zum Risikomanagement einer Bank verlangt. Wir lehnen es in der Folge ab, dass im Rahmen des vorliegenden Rundschreibens zur Offenlegung ähnlich gelagerte oder sogar weitergehende Erläuterungen zum Risikomanagement verlangt werden.

Wir erlauben uns, bezüglich des aktuellen Entwurfs des Rundschreibens einige Punkte anzuführen, die unserer Ansicht nach verbessert werden sollten. Einige dieser Anliegen wurden im Rahmen der Projektarbeiten mit der FINMA bereits ausführlich diskutiert. Da uns diese Punkte jedoch sehr wichtig erscheinen, gestatten wir uns, sie in dieser Stellungnahme nochmals aufzubringen und näher zu erläutern.

Im Allgemeinen erachten wir das Kosten-Nutzen-Verhältnis der Offenlegungsanforderungen an verschiedenen Stellen des Entwurfs als strapaziert. Vor diesem Hintergrund kommt den nachstehend angeregten Änderungen erst recht hohe Bedeutung zu.

Unsere Kommentare und Anliegen sind im Folgenden nach der jeweiligen rechtlichen Grundlage (Rundschreiben und Anhang) und in chronologischer Abfolge gegliedert.

Rundschreiben

Rz 14 ff.: Ausnahmen von den Offenlegungspflichten

Wir begrüssen den Umstand, dass das neue Rundschreiben das Proportionalitätsprinzip in der Offenlegung weiterhin berücksichtigt, indem die partielle Offenlegung nach wie vor möglich ist. Im Grundsatz unterstützen wir auch die vorgesehene Anlehnung an die bestehenden FINMA-Aufsichtskategorien. In diesem Zusammenhang erachten wir jedoch die angepasste Behandlung der Banken der Kategorie 3 bzw. die Begründung, dass gewisse Banken dieser Kategorie „international tätig sind“ und „grundsätzlich auch über kein einfaches Kreditrisikoprofil verfügen“ (vgl. Erläuterungsbericht, S. 7) als wenig überzeugend, um eine derart einschneidende Verschärfung zu rechtfertigen. Diese beiden Kriterien entsprechen insbesondere auch nicht den für die übliche Aufsichtskategorisierung massgeblichen Kriterien gemäss Rz 14 FINMA-RS 2011/2 „Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung Banken“, sondern werden zusätzlich herangezogen. Die Vermischung von Kriterien kann den Eindruck einer willkürlichen Behandlung verschiedener Banken erwecken.

Vor diesem Hintergrund muss ferner festgehalten werden, dass nicht von einer generellen Veränderung der Ausgangslage betreffend die Internationalität und das Risikoprofil der Kategorie 3 Banken ausgegangen werden kann, welche, verglichen mit der Regelung gemäss aktuellem Rundschreiben, eine derartige Verschärfung der Offenlegungsbestimmungen für diese Banken rechtfertigen würde.

Es bestehen folglich kein Bedarf und keine inhaltlich zwingende Begründung dafür, dass die Banken der Kategorie 3, auch entgegen der aktuellen Regelung, von der Anwendung der partiellen Offenlegung gemäss Rz 14 ff. ausgeschlossen werden sollen.

Darüber hinaus sind im Anhang 1 zahlreiche neue Offenlegungspflichten genannt, welche auch Banken mit partieller Offenlegung in Zukunft zusätzlich erfüllen sollen. In diesem Zusammenhang scheint uns letztlich nicht in allen Fällen überzeugend begründet, weshalb weitere detaillierte Offenlegungspflichten notwendig sein sollen, welche über die heutige partielle Offenlegung hinausgehen. Wir sind der Ansicht, dass die bisherigen Vorgaben zur partiellen Offenlegung die Anforderungen der Berichtsempfänger erfüllen und folglich kein Bedarf für viel weitergehende Offenlegungen bei mittelgrossen und kleineren Banken (Aufsichtskategorien 3, 4 und 5) besteht.

Rz 15 ff.: Schwellenwerte für die partielle Offenlegung

Gemäss Rz 15 ff. müssen Banken, welche der partiellen Offenlegung unterliegen, bei Überschreiten der Schwellenwerte von CHF 200 Mio. bzw. 40 Mio. die partielle Offenlegung erweitern. Vor diesem Hintergrund möchten wir darauf hinweisen, dass der Schwellenwert von CHF 200 Mio. (vgl. Rz 17) aus dem Jahr 2006 stammt und somit aus heutiger Sicht nicht mehr aktuell ist. Wir würden es begrüssen, wenn die Schwellenwerte angemessen erhöht würden.

Rz 19: Genehmigung

Gemäss Rz 19 muss das Organ für die Oberleitung, Aufsicht und Kontrolle den Rahmen der Offenlegung genehmigen, auf dessen Basis die Bank die Vorgaben des Rundschreibens erfüllt. Unseres Erachtens ist nicht klar nachvollziehbar, welche Art von zusätzlichem Rahmen genehmigt werden muss. Es liegt auf der Hand, dass der Verwaltungsrat die Offenlegung als solches genehmigen muss und zusätzlich für ein funktionierendes bankinternes Kontrollsystem verantwortlich ist (vgl. FINMA-RS 2008/24 „Überwachung und interne Kontrolle Banken“). Vor diesem Hintergrund erachten wir das vorliegende Rundschreiben als genügend angemessenen Rahmen bzw. eine ausreichende Basis, welche bankintern nicht weiter konkretisiert werden muss.

Rz 21 bis 24: Allgemeine Grundsätze für die Offenlegung

Die in den Randziffern 21 bis 24 festgehaltenen „Allgemeinen Grundsätze“ stützen sich auf die entsprechenden revidierten Offenlegungsstandards des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht (BCBS) (vgl. Ziffer 13 der Revised Pillar 3 Disclosure Requirements vom Januar 2015). Allerdings erachten wir die im gesamten Abschnitt V verwendete Begrifflichkeit „Information“ als zu allgemein formuliert, sodass die Gefahr einer zu breiten Auslegung besteht.

Wir regen an, die entsprechenden Stellen in geeigneter Weise zu präzisieren.

Rz 21: „Klarheit“

Die Formulierung „jede Information muss verständlich sein“ erscheint uns zu allgemein, da „jede Information“ unterschiedlich verstanden beziehungsweise ausgelegt werden kann.

Um negative Auswirkungen zu vermeiden, schlagen wir vor, die Randziffer wie folgt anzupassen:

„Klarheit: Die offengelegten Informationen müssen verständlich sein.“

Rz 22: „Umfassend“

Unseres Erachtens ist die Formulierung „jede Information muss die wesentlichen Aktivitäten und Risiken qualitativ und quantitativ darstellen.“ zu allgemein, da „jede Information“ missverständlich ist.

Entsprechend schlagen wir vor, die Randziffer wie folgt anzupassen:

„Umfassend: Die wesentlichen Aktivitäten und Risiken der Bank sind angemessen qualitativ und quantitativ offenzulegen.“

Rz 23: „Zweckmässigkeit“

Wir würden den Begriff „Relevanz“ anstelle von „Zweckmässigkeit“ bevorzugen, da unseres Erachtens dadurch die BCBS-Formulierung „*meaningful*“ besser abgebildet wird. Des Weiteren haben wir Bedenken hinsichtlich der Formulierung „*Jede Information*“.

Wir schlagen folgende Formulierung vor:

„Relevanz: Drittens muss es möglich sein, die vorhandenen und allfälligen Risiken der Bank/Finanzgruppe sowie die Bewirtschaftung dieser Risiken zu verstehen. Informationen ohne Relevanz sind wegzulassen.“

Rz 24: „Kohärenz und Stetigkeit“

Im Zusammenhang mit den Formulierungen „*Jede Information*“ und „*allfällige Änderungen*“ sehen wir auch hier die Gefahr einer zu breiten Auslegung.

Wir schlagen folgende Formulierung vor:

„Konsistenz: Offenlegungen sind von Periode zu Periode in konsistenter Weise zu erstellen. Wesentliche Änderungen sind angemessen zu begründen und zu kommentieren.“

Rz 25 ff.: Art der Offenlegung

Absatz 1: Gerne erlauben wir uns, folgenden Formulierungsvorschlag zum besseren Verständnis anzubringen:

„Qualitative und quantitative Offenlegungen erfolgen unter Berücksichtigung der ausgeübten Aktivitäten und deren Wesentlichkeit. Wird aufgrund von fehlender Wesentlichkeit auf eine Offenlegung verzichtet, so ist dies unter Angabe einer angemessenen Begründung (inkl. quantitativen absoluten oder relativen Angaben zur Unwesentlichkeit) zu erwähnen.“

Absatz 2: Die Tabellen im Anhang 1 weichen im Wortlaut teilweise stark von den Tabellen des Basler Ausschusses ab, insbesondere im Falle der Tabellen zur Leverage Ratio. Dadurch ist jeweils unklar, ob es ebenfalls möglich ist, den Originalwortlaut des Basler Ausschusses zu übernehmen. Aufgrund dieses Umstandes und gegeben die Tatsache, dass im Rundschreiben oft direkt auf die Vorgaben des Basler Ausschusses verwiesen wird, schlagen wir folgende Ergänzung vor:

„neu Rz 26bis: Banken, welche ihre Offenlegungen in englischer Sprache publizieren, dürfen in den Tabellen den jeweiligen Originalwortlaut des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht übernehmen.“

Andernfalls sollten sich die Tabellenbezeichnungen im Rundschreiben strenger an den Formulierungen des Basler Ausschusses orientieren.

Rz 28 ff.: Form der Offenlegung

Die Randziffern 28 und 29 können unseres Erachtens widersprüchlich verstanden werden, da nicht abschliessend dargelegt ist, ob die Informationen in einem eigenständigen Dokument publiziert werden müssen, oder ob sie in die Zwischenberichte und Geschäftsberichte integriert werden können.

Wir möchten folgenden Formulierungsvorschlag für Rz 29 beliebt machen:

„Die Informationen resp. das eigenständige Dokument können in den Zwischenberichten und Geschäftsberichten integriert werden, wenn diese auf der Internetseite zur Verfügung gestellt werden.“

Konsequenterweise muss dann auch Rz 30 wie folgt ergänzt werden:

„Befinden sich Elemente der zu publizierenden Information in dem eigenständigen Dokument resp. in einer anderen Quelle, die der Öffentlichkeit ebenfalls zur Verfügung steht, so kann auf diese verwiesen werden, sofern diese leicht zugänglich ist.“

Da die Vorschrift des eigenständigen Dokuments nicht für Abschnitt X gilt, sollte Rz 28 wie folgt angepasst werden:

„Hierzu müssen Banken, die der vollen Offenlegung unterliegen, diese Informationen, mit Ausnahme der Offenlegungspflichten nach Abschnitt X, in einem eigenständigen Dokument publizieren.“

Rz 34: Zeitpunkt der Offenlegung

Der Umfang und die Komplexität der quartalsweise beziehungsweise halbjährlich zu publizierenden Informationen haben signifikant zugenommen. Vor diesem Hintergrund erachten wir die gegenüber dem FINMA-RS 2008/22 „Offenlegung Banken“ unveränderte Publikationsfrist von zwei Monaten im Halbjahr oder Quartal als sehr ambitioniert.

Wir regen folglich an zu prüfen, ob die Publikationsfrist der halbjährlich oder quartalsweise offenzulegenden Daten auf drei Monate verlängert werden kann.

Rz 43: Besondere Offenlegungspflichten

Gemäss Rz 43 ist *„die Offenlegung, die auf das gleiche Datum wie der Jahresabschluss erfolgt, im Geschäftsbericht zu integrieren“*. In diesem Zusammenhang verlangt Fussnote 2 von Rz 42 eine Publikationsfrist von 2 Monaten, was im Falle einer Integration in den Jahresbericht nicht möglich ist.

Wir beantragen in der Folge die Streichung der Fussnote 2 auf Seite 7 des Rundschreibens.

Rz 51: Übergangsbestimmungen

Wir regen an, die Übergangsbestimmungen wie folgt zu ergänzen:

„Die Banken müssen keine Informationen für Stichtage, die vor dem 31. Dezember 2016 liegen, aufbereiten, um sie in der nach diesem Rundschreiben vorgesehenen

Form zu publizieren. Tabellen mit Informationen der vorangegangenen Berichtsperiode (z.B. Tabelle 30) müssen bei der ersten Offenlegung nicht publiziert werden. Die Anforderungen nach Rz 28 in Bezug auf die Zurverfügungstellung der Daten der vier vorangegangenen Jahre versteht sich prospektiv.

Anhänge zum Rundschreiben

Anhang 1

Seite 9 ff.: Tabellen mit qualitativen Angaben

In den Vorgaben zur Rechnungslegung für Banken (vgl. FINMA-Rundschreiben 2015/1 „Rechnungslegung Banken“) werden Erläuterungen zum Risikomanagement einer Bank verlangt. Wir lehnen es in der Folge ab, dass im vorliegenden Rundschreiben in den Tabellen für qualitative Angaben ähnlich gelagerte oder sogar weitergehende Erläuterungen zum Risikomanagement verlangt werden.

In diesem Zusammenhang erachten wir die Entstehung von Redundanzen mit den Angaben in der Jahresrechnung als grundsätzliche Problematik, welche es unbedingt zu vermeiden gilt.

Seite 10 und 11: Schematische Darstellung der Offenlegungspflichten

Wir schlagen vor, den Text in den Ziffern 15 (CR4) und 16 (CR5) in folgender Weise an die Vorgaben des Basler Ausschusses anzupassen:

CR4: Kreditrisiko: Risikoexpositionen und Auswirkungen der Kreditrisikominderung nach dem Standardansatz

CR5: Kreditrisiko: Positionen nach Positionsklassen und Risikogewichten nach dem Standardansatz

Im Einklang mit den Basler Vorschriften (vgl. Revised Pillar 3 Disclosure Requirements vom Januar 2015, S. 25/27) sollte im Rundschreiben zudem festgehalten werden, dass diese Tabellen nur durch Banken offenzulegen sind, welche ihre RWA nach dem Standardansatz rechnen. Banken, welche mehrheitlich einen anderen Ansatz wählen, können gemäss Basler Vorgaben unter Begründung der fehlenden Relevanz auf die Offenlegung der entsprechenden Informationen verzichten. Diese Regelung dient insbesondere auch dem Ziel, nur Informationen mit wesentlichem Inhalt zu publizieren („Materialitätsprinzip“).

Anhang 2

Seite 31: Tabelle 5 (LI1)

Die Fussnoten 3 bis 6 in Tabelle 5 (LI1) sind teilweise nicht korrekt. So verweist beispielsweise die Fussnote 4 auf Tabelle 24, in welcher jedoch die besagten Buchwerte keine Anwendung finden (die Wiederbeschaffungskosten entsprechen nicht den Buchwerten der Tabelle 5).

Wir beantragen die Streichung der Fussnoten 3 bis 6 in Tabelle 5 (LI1).

Alternativ schlagen wir vor, die Fusszeilen folgendermassen anzupassen:

„Fussnote 3: Entspricht dem Buchwert der Positionen (ohne Ausserbilanz), welche dem Kreditrisiko unterliegen und deren Offenlegung in den Tabellen 9-12, 13, 15-16 sowie 18-22 erfolgt.

Fussnote 4: Entspricht dem Buchwert der Positionen (ohne Ausserbilanz), welche dem Gegenparteikreditrisiko unterliegen und deren Offenlegung in den Tabellen 24-31 erfolgt.

Fussnote 5: Entspricht dem Buchwert (ohne Ausserbilanz) von Verbriefungspositionen, welche in den Tabellen 33-36 offengelegt werden.

Fussnote 6: Entspricht dem Buchwert der Positionen (ohne Ausserbilanz), welche dem Marktrisiko unterliegen und deren Offenlegung in den Tabellen 39-42 erfolgt.“

Seite 32: Tabelle 6 (LI2)

Die Tabelle 6 ist unseres Erachtens nicht genügend verständlich. Es ist beispielsweise nicht klar, ob der Nettobetrag auf Stufe des aufsichtsrechtlichen Konsolidierungskreises gemäss Zeile 3 das Resultat der Zeilen 1 bis 2 darstellt.

Wir bitten um eine detailliertere Beschriftung beziehungsweise Fussnoten, welche diesen Punkt klarstellen.

Seite 40: Tabelle 11 (CRB)

Im Zusammenhang mit der Kreditqualität der Aktiven müssen Aufteilungen nach a) geografischen Gebieten, b) Branchen, c) Restlaufzeiten gemacht werden. Es stellen sich diesbezüglich folgende Fragen:

- Handelt es sich bei den aufzuteilenden Positionen um dieselben wie unter Tabelle 9?
- Ist es korrekt, dass eine geografische Aufteilung nach denselben Kriterien wie in der Jahresrechnung (Anhang 25 – Aktiven / Passiven / Ausserbilanz nach Ländern / Ländergruppen) als sinnvoll zu erachten ist?
- Wie viele verschiedene Branchen sollten aufgeführt werden (Granularität)?

- Sind Forderungen gegenüber Privatpersonen, welche keiner Branche zuteilbar sind, in die Aufstellung mit einzubeziehen und falls ja, wie sind diese zu berücksichtigen?

Seite 41: Tabelle 12 (CRC)

Der Wortlaut des dritten Punktes „*Informationen zu Konzentrationen im Marktrisiko oder Kreditrisiko, was risikomindernde Instrumente betrifft (z.B. nach Garantieart, Garantiegeber oder Art des Kreditderivats)*“ entspricht nicht exakt der Formulierung des Basler Ausschusses.

Wir schlagen folgende Formulierung vor:

„Informationen zu Konzentrationen im Marktrisiko oder Kreditrisiko, was risikomindernde Instrumente betrifft (d.h. nach Art des Garantiegebers, der Sicherungsgeber durch Kreditderivate oder durch Verpfändung)“.

Seite 47: Tabelle 16 (CR5)

Die Vorgaben des Basler Ausschusses führen in Zeile 4 „Banken“ und in Zeile 5 „Effekthändler“ auf. In Tabelle 16 sind „Banken und Effekthändler“ in Zeile 4 gemeinsam aufgeführt. Die Zeile 5 ist leer. Wir regen an, den Banken optional die Möglichkeit zu geben, die Zeilen 4 und 5 gemäss Basler Vorgaben auszufüllen.

Seite 49: Tabelle 19 (CR7)

Die Definition der Tabelle ist klar, wenn eine Bank ein Kreditderivativ für die Absicherung des gesamten Betrages eines Kredites erwirbt. Es stellt sich allerdings die Frage, wie ein Kredit rapportiert werden soll, der nur teilweise durch ein Kreditderivativ abgesichert ist.

Beispiel: Ein Kredit mit einem nominalen Exposure von CHF 100, welcher CHF 150 RWA hat und somit ein Risikogewicht von 150% aufweist. Die Bank kauft eine Kreditabsicherung mittels eines Credit Default Swap (CDS), der einen Nominalbetrag von CHF 30 hat. Das Risikogewicht für das Teilexposure von CHF 30 beträgt, nach der Anwendung des CDS, nur noch 50%, während das Risikogewicht für den restlichen Teil des Kredites von CHF 70 unverändert bei 150% bleibt. Welche Zahlen müssen nun in die Spalte A („Pre credit derivatives RWA“) und in die Spalte B („Actual RWA“) rapportiert werden?

Seite 56: Tabelle 28 (CCR5)

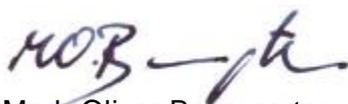
Die Definitionen der Spalten e und f können unseres Erachtens widersprüchlich verstanden werden, da nicht dargelegt wird, wie die verwendeten Sicherheiten definiert sind. Bei Securities Financing Transactions (SFT) kann der Begriff „verwendete Sicherheiten“ auf zwei Arten verstanden werden:

- Option 1: Die verwendeten Sicherheiten sind nur als ein Leg pro SFT Transaktion definiert. Ein Beispiel für das Wertpapierverleihgeschäft lautet wie folgt: Die Bank transferiert Wertpapiere an eine Drittpartei, welche der Bank dafür Sicherheiten liefert. Die Bank würde in Spalte e von Tabelle 28 nur die erhaltenen Sicherheiten rapportieren.
- Option 2: Die verwendeten Sicherheiten beinhalten beide Legs der Transaktion, welche als Sicherheiten rapportiert werden müssen. Beispiel: Die Bank transferiert Wertpapiere an eine Drittpartei, welche der Bank dafür Sicherheiten liefert. Die Bank rapportiert nun die Positionen von den beiden Legs der Transaktion in Tabelle 28. Einerseits werden die erhaltenen Sicherheiten in Spalte e rapportiert, andererseits werden die von der Bank gelieferten Sicherheiten in Spalte f gezeigt.

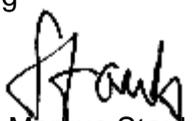
Wir bitten Sie in diesem Zusammenhang um geeignete Präzisierungen der Definitionen in den Spalten e und f.

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung unserer Kommentare und Anliegen. Für allfällige Rückfragen oder eine vertiefte Erörterung unserer Stellungnahme stehen wir Ihnen selbstverständlich jederzeit gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Bankiervereinigung



Mark-Oliver Baumgarten



Markus Staub

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Dr. U. Steinhauser
Laupenstrasse 27
3003 Bern

uwe.steinhauser@finma.ch

Zürich, 28. August 2015

Anhörung FINMA-RS 2016/XX „Offenlegung Banken“

Sehr geehrter Herr Steinhauser
Sehr geehrte Damen und Herren

Am 7. Juli 2015 haben Sie die Anhörung zum FINMA-Rundschreiben 2016/XX „Offenlegung Banken“ eröffnet. Wir bedanken uns für die damit gewährte Möglichkeit, zum Anhörungsentwurf Stellung zu nehmen und legen unsere Beurteilung nachfolgend gerne dar.

Die Anhörung für das neue, vollständig überarbeitete Rundschreiben ist für die Asset Management- und Vermögensverwaltungsbanken in zweifacher Hinsicht sehr wichtig. Einerseits stellt die Transparenz und Offenlegung ein zentrales Element dar zur Gewährleistung und weiteren Verbesserung der disziplinierenden Kräfte im Markt. Wie Sie im Erläuterungsbericht festhalten, betrifft dies insbesondere – und dies verdeutlichte die Finanzkrise in dramatischer Weise – die grössten, international systemrelevanten Institute mit sehr komplexen Risikoprofilen und Anwendung von Modellverfahren für die Bestimmung der Eigenmittelanforderungen. Die immer umfassenderen Vorgaben des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht sind sinnvollerweise auch primär auf diese Institute ausgerichtet. Auf der anderen Seite zeigt sich im neuen Rundschreiben „Offenlegung“ die Herausforderung, die Regulierung in einer Weise weiterzuentwickeln, die den internationalen Standards entspricht, aber auch den Geschäftsmodellen und Risikoprofilen jener Institute Rechnung trägt, die nicht systemrelevant sind und nicht zum Kreis der „International Big Players“ gehören. Vor diesem Hintergrund ist der Umfang, Detaillierungsgrad und die geforderte Periodizität der neuen Offenlegung u.E. sehr kritisch zu beurteilen (Neues Rundschreiben: 79 Seiten, 48 Offenlegungstabellen, Periodizität im Grundsatz quartalsweise und halbjährlich; Bisheriges Rundschreiben: 24 Seiten, 8 Offenlegungstabellen, Periodizität im Grundsatz jährlich).

Vor diesem Hintergrund schlagen wir für folgende Punkte eine nochmalige Prüfung und Anpassungen vor:

- Neuer Ausschluss der Banken der Aufsichtskategorie 3 von Erleichterungen („partielle Offenlegung“) ohne Berücksichtigung des Risikoprofils
- Erhöhte Periodizität auch für Banken, deren Mindesteigenmittel für Kreditrisiken den Grenzwert von CHF 1 Mrd. unterschreiten
- Kurze Implementierungszeit

Die Punkte wurden in der nationalen Arbeitsgruppe bereits diskutiert und werden teilweise auch in den Stellungnahmen der Schweizerischen Bankiervereinigung sowie der Vereinigung der Privatbankiers behandelt.

Neuer Ausschluss der Banken der Aufsichtskategorie 3 von Erleichterungen („partielle Offenlegung“) ohne Berücksichtigung des Risikoprofils

Die heutigen Offenlegungs-Vorschriften sehen Erleichterungen vor für Institute, für welche die (Kredit-) Risiken, welche dargestellt werden sollen, von geringfügiger Bedeutung sind. Somit ist aktuell eine partielle Offenlegung und damit ein Verzicht auf die Publikation der zahlreichen und detaillierten Tabellen zum Kreditrisiko möglich für jene Institute, deren Kreditrisikoprofil tief ist und deren Mindesteigenmittel für das Kreditrisiko nicht mehr als CHF 200 Mio. betragen.

Dieser risikoadäquate Ansatz wird gemäss neuem Rundschreiben (Rz 18) eingeschränkt, indem die Ausnahmebestimmung nur noch für die Banken der Gruppen 4 und 5, nicht jedoch für jene der Gruppe 3 Anwendung findet. Als Begründung für diese Anpassung nennt der Erläuterungsbericht die Grösse und die internationale Ausrichtung der Banken der Kategorie 3. Dieses Argumente rechtfertigen nach unserer Meinung die Anpassung nicht. Die Verwendung der Aufsichtskategorie als Parameter für die Zulassung einer partiellen Offenlegung stellt aus Risikosicht ein Rückschritt dar verglichen mit dem aktuell geltenden, risikobasierten Ansatz. Zu beachten ist zudem, dass gemäss FINMA-RS 2011/2 „Eigenmittelpuffer“ die internationale Tätigkeit und das (Kredit-)Risikoprofil kein Kriterium für Zuordnung zu den Kategorien bildet. Relevant für die Zuordnung sind danach die Bilanzsumme, die verwalteten Vermögen, die privilegierten Einlagen und die erforderlichen Eigenmittel (Rz 14).

Zu berücksichtigen ist weiter, dass die Kriterien, die im Erläuterungsbericht als Rechtfertigung für die neue, sehr viel umfassende Offenlegung insbesondere zu den Kreditrisiken herangezogen werden insbesondere von den Asset Management- und Vermögensverwaltungsbanken sowie den Privatbanken der Kategorie 3 nicht erfüllt werden: Sie wenden keine Modellansätze für Kreditrisiken an, tätigen keine Verbriefungstransaktionen und verfügen über keine komplexen (Kreditrisiko)-Profile. Das Merkmal „bedeutendes Risiko“, welches auf der FINMA-Homepage für Banken der Kategorie 3 genannt wird (<https://www.finma.ch/de/ueberwachung/banken-und-effektenhaendler/kategorisierung/>) mag teilweise erfüllt sein für rechtliche, operationelle und reputationsbedingte Risiken im Zusammenhang mit dem Vermögensverwaltungsgeschäft. Keinesfalls verfügen jedoch die Asset Management-, Vermögensverwaltungs- sowie die Privatbanken über bedeutende Kreditrisiken, welche die neue, sehr umfassende Offenlegung zu den Kreditrisiken rechtfertigen würden.

Wir schlagen vor, die Erleichterungen wie bisher strikte abhängig von den risikobezogenen Grenzwerten (d.h. Eigenmittelanforderung für Kreditrisiken) zu definieren und das Kriterium der Aufsichtskategorie zu streichen.

Erhöhte Periodizität der Offenlegung

Aktuell können Banken, deren Mindesteigenmittel für Kreditrisiken den Betrag von CHF 1 Mrd. unterschreiten, auf eine halbjährliche oder gar quartalsweise Publikation der umfangreichen Tabellen zum Kreditrisiko verzichten und unterliegen der Anforderung einer Offenlegung auf jährlicher Basis (FINMA RS 2008/22, Rz 54*).

Auch diese, bisher direkt abhängig vom Risikoprofil gewährten Erleichterungen werden mit dem neuen Rundschreiben aufgehoben. Dies benachteiligt wiederum die Banken der Kategorie 3, die auch von der partiellen Offenlegung mit grundsätzlich lediglich jährlicher Offenlegung nicht profitieren können.

Wir schlagen vor, die Bestimmung gemäss bisheriger Regelung beizubehalten. Institute, deren Mindesteigenmittel für Kreditrisiken die Höhe von CHF 1 Mrd. unterschreiten, sollen weiterhin von einer halbjährlichen oder gar quartalsweisen Publikation der umfangreichen Tabellen zum Kreditrisiko befreit sein.

Kurze Implementierungszeit

Wie bereits einleitend ausgeführt, sind die Anpassungen im totalrevidierten Rundschreiben sehr umfassend. Die Implementierung der zahlreichen, detailliert vorgegebenen Tabellen erfordert umfassende Anpassungen der IT-Systeme und deren Schnittstellen. Die Umsetzungszeit von nur einem Jahr (erstmalige Umsetzung per Ende des Geschäftsjahres 2016) ist vor diesem Hintergrund äusserst knapp bemessen. Dies gilt insbesondere für Institute, die nach den neuen Vorschriften nicht mehr eine partielle Offenlegung oder eine Offenlegung auf jährlicher anstatt halbjährlicher Basis vornehmen können.

Unser Vorschlag lautet deshalb, die Übergangsbestimmungen anzupassen und für alle Banken – und nicht wie vorgesehen nur für Banken, die noch den SA-CH verwenden – eine Offenlegung nach bisherigem Recht bis längstens 31.12.2018 zuzulassen.

Zusätzlich zu diesen grundlegenden inhaltlichen Punkten wollen wir Sie schliesslich auf ein eher technisches Detail hinweisen. Nach unserem aktuellen Verständnis existieren verschiedene Redundanzen zwischen den Tabellen 1 „Zusammenstellung der anrechenbaren Eigenmittel / Überleitung“ und 5 „Abgleich zwischen buchhalterischen Werten und aufsichtsrechtlichen Positionen“ sowie auch 2 „Zusammensetzung der regulatorisch anrechenbaren Eigenmittel/Darstellung der regulatorisch anrechenbaren Eigenmittel“.

Wir empfehlen, eine Prüfung der erwähnten Tabellen betreffend allfälliger Redundanzen vorzunehmen und zB in Fussnoten zu klären, inwieweit bei Redundanzen eine Anpassung der Offenlegung möglich ist. Hilfreich wäre weiter eine klare Aussage dazu, ob Tabelle mit Abgleichen wie insbesondere Tabelle 5 zu publizieren sind in Fällen, in welchen keinerlei Abweichungen zwischen buchhalterischen Werten und aufsichtsrechtlichen Positionen existieren.

Für die Prüfung unserer Vorschläge und Argumente bedanken wir uns und stehen für Fragen und weitere Informationen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Dr. Pascal Gentinetta



Geschäftsführer

Simon Binder



Public Policy Manager

Geschäftsstelle

Wallstrasse 8
Postfach
CH-4002 Basel

Telefon 061 206 66 66
Telefax 061 206 66 67
E-Mail vskb@vskb.ch



Verband Schweizerischer Kantonalbanken
Union des Banques Cantionales Suisses
Unione delle Banche Cantionali Svizzere

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Herr Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27
CH-3003 Bern

Datum 31. August 2015
Kontaktperson **Jacopo Buss**
Direktwahl 061 206 66 26
E-Mail j.buss@vskb.ch

Stellungnahme der Kantonalbanken zur Totalrevision des FINMA-Rundschreibens „Offenlegung Banken“

Sehr geehrter Herr Steinhauser

Am 7. Juli 2015 hat die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (FINMA) die öffentliche Anhörung zur Totalrevision des FINMA-Rundschreibens „Offenlegung – Banken“ eröffnet und interessierte Kreise eingeladen, zum Revisionsentwurf Stellung zu nehmen. Wir danken Ihnen für die uns gebotene Gelegenheit, uns einbringen zu können. Ebenso danken wir der FINMA für die Vorbereitung bzw. Erarbeitung des Rundschreibens im Rahmen der nationalen Arbeitsgruppe „Eigenmittel“, in der Vertreter aller Bankengruppen sich bereits im Vorfeld zum Thema austauschen und einbringen konnten.

Grundsätzlich begrüsst der VSKB das Bestreben der FINMA, die Informations- und Entscheidungsgrundlagen für Marktteilnehmer sowie die Vergleichbarkeit der Institute zu verbessern. Wir sind jedoch der Meinung, dass die Totalrevision in dieser Form und in diesem Umfang nicht zielführend ist und insbesondere das Kosten/Nutzen-Verhältnis schlecht ausfällt. Darüber hinaus erscheint der Entwurf zum Teil unausgereift und zu wenig koordiniert mit anderen regulatorischen Projekten.

Aufgrund der Finanzmarktkrise im Jahr 2008 haben die Änderungen und Neuerungen im Bereich der Bankenregulierung massiv zugenommen. Der VSKB steht dieser Entwicklung insgesamt sehr kritisch gegenüber, weil einerseits eine zweifelhafte Sicherheit – zu einem hohen Preis – suggeriert wird und andererseits kleine und mittlere Banken überproportional belastet werden, obwohl gerade diese Banken wesentlich zum Funktionieren des Finanzmarkts während der Krise beigetragen haben.

1 Generelle Bemerkungen

Proportionalitätsprinzip

Das angepasste Rundschreiben sieht weiterhin das Proportionalitätsprinzip vor. Die konsequente Anwendung des Proportionalitätsprinzips ist ein Kernanliegen der Kantonalbanken, daher begrüssen wir dieses Bekenntnis ausdrücklich. Die vorgeschlagene Ausrichtung auf die Aufsichtskategorien führt jedoch dazu, dass insbesondere die mittelgrossen Banken der Aufsichtskategorie 3 zukünftig auch halbjährlich die umfassenden Offenlegungspflichten zu erfüllen haben. Dies ist gegenüber dem bisherigen Rundschreiben, neben den zusätzlichen erweiterten Offenlegungspflichten, eine unverhältnismässige Ausdehnung. Damit wird dem Proportionalitätsprinzip nicht angemessen Rechnung getragen.

Hinzu kommt, dass sich die Aufsichtskategorien anhand fixer Schwellenwerte unterscheiden. Die Bilanzsumme der Schweizer Banken hat sich (gemäss SNB-Statistik, exkl. Grossbanken) in den letzten 15 Jahren verdoppelt. Das bedeutet, dass immer mehr kleine und mittlere Banken vollständig offenlegen müssen resp. neu unter die erweiterte partielle Offenlegung fallen. Der grösste Teil der Kategorie-3-Banken sind jedoch nach wie vor regional oder höchstens national tätige Institute (darunter zahlreiche Kantonalbanken), die ein vergleichsweise risikoarmes Geschäftsmodell verfolgen. Sie weisen nicht das Risiko oder die Komplexität der Geschäftstätigkeit der Grossbanken auf, die letztlich der Grund für einen neuen Offenlegungsstandard sind. Eine Umsetzung des Proportionalitätsprinzips nur anhand der Aufsichtskategorien ist daher im vorliegenden Zusammenhang nicht zweckmässig. Sinnvoll und nötig sind zusätzliche Differenzierungen, welche Kriterien wie Grösse, Internationalität und Komplexität / Risikohaftigkeit des Geschäftsmodells berücksichtigen. Ebenso wären Erleichterungen für Banken mit grosszügigen Eigenkapitalpolstern sinnvoll, sofern das Geschäftsmodell keine besonderen Risiken birgt. Im vorliegenden Entwurf stehen der Aufwand und die resultierenden Kosten für die halbjährliche Erhebung, Kommentierung, ggf. Revision usw. nicht in einem angemessenen Verhältnis zum Nutzen für die Marktteilnehmer.

Wir schlagen deshalb vor, wie bis anhin bei Instituten, welche eine bestimmte quantitative Grenze nicht überschreiten oder bestimmte qualitative Kriterien einhalten, auf eine halbjährliche Offenlegungspflicht zu verzichten. Diese quantitative Grenze sollte regelmässig geprüft werden und dem allgemeinen Wirtschaftswachstum Rechnung tragen. Zusätzlich fordern wir, dass Kategorie-3-Banken mit regionalem bzw. nationalem Fokus und einem risikoarmen Geschäftsmodell von weiteren Erleichterungen bezüglich der Informationspflichten profitieren können.

Umfang

Im Erläuterungsbericht wird u.a. folgende Zielsetzung geltend gemacht: „Die verbesserten und unter der Leitung der FINMA im Basler Ausschuss erarbeiteten Offenlegungsvorschriften sollen die vom Ausschuss beabsichtigte Marktdisziplin und Transparenz weiter erhöhen und damit die Glaubwürdigkeit von Basel III weiter steigern“ (siehe Erläuterungsbericht, S. 5).

Eine wesentliche Bedingung für Transparenz ist die Übersichtlichkeit. Diese geht jedoch mit der Umsetzung der vorliegenden Totalrevision verloren. Investoren und Analysten können die Fülle der Informationen kaum bearbeiten bzw. verarbeiten. Bei den meisten Banken werden die Marktteilnehmer nie den gesamten Anhang im Detail studieren. Es ist offensichtlich, dass der Vorschlag hier deutlich zu weit geht. Der erhebliche Aufwand für die Umsetzung des Rundschreibens ist so nicht nur nutzlos, sondern sogar schädlich, da die meisten Marktteilnehmer überfordert werden. Anstelle der 48 Tabellen wäre ein Ausbau des heutigen Eigenmittel- und Liquiditätsausweises sowohl für die Bank, die Marktteilnehmer als auch für die FINMA deutlich einfacher und kostengünstiger zu realisieren. Insbesondere die mittleren und kleinen Institute werden durch diesen erheblichen und teilweise nutzlosen administrativen Aufwand massiv belastet, ohne dass dafür ein angemessener Gegenwert geschaffen wird.

Wir fordern grundsätzlich eine Überarbeitung der offenzulegenden Informationen, um ein ausgewogenes Kosten/Nutzen-Verhältnis zu schaffen. In diesem Zusammenhang begrüssen wir das Materialitätsprinzip, bei dem Informationen weggelassen werden können, wenn sie unwesentlich sind. Dies ist angesichts des enormen Gesamtaufwands jedoch bei weitem nicht ausreichend – das Prinzip entspricht eher dem sprichwörtlichen Tropfen auf den heissen Stein. Notwendig ist deshalb eine massive Kürzung des Umfangs der Offenlegung.

Umsetzungsfristen und Koordination

Wie im Erläuterungsbericht erwähnt, werden die revidierten Offenlegungsanforderungen einen wesentlichen Umsetzungsaufwand seitens der Banken und der IT-Entwickler verursachen. Notwendig sind Abklärungen hinsichtlich Auslegung, Datenverfügbarkeit, interner Zuständigkeiten sowie technischer Umsetzung. Eine vollständige Umsetzung der neuen Anforderungen bis Ende 2016 erachten wir als zu ambitiös bzw. als unrealistisch.

Wir fordern deshalb längere Übergangsbestimmungen (z.B. bis Ende 2017) als im Entwurf vorgesehen, dies zumal auch kein entsprechender Zeitdruck besteht.

Äusserst kritisch erscheint uns, bereits die 2017 bzw. 2018 in Kraft tretenden Revisionen im Kreditrisikobereich zu berücksichtigen. Die einschlägigen Informationen wären damit vor Inkrafttreten, erstmals Ende April 2017, für das per 31. Dezember 2016 endende Geschäftsjahr offenzulegen. Zudem sollen die entsprechenden Anpassungen zum FINMA-RS 08/19 „Kreditrisiken Banken“ erst im November 2015 in die Anhörung gegeben werden. Eine abschliessende Beurteilung der davon betroffenen Offenlegungen ist zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht möglich.

Bestimmungen aus anderen Regulierungen sind auch im vorliegenden Rundschreiben zu respektieren. Für die betroffenen Offenlegungspflichten ist eine spätere Ergänzung vorzusehen oder es sollen entsprechende Übergangsbestimmungen definiert werden.

Weiter sind wir der Ansicht, dass bereits angekündigte oder beschlossene regulatorische Projekte wie z. B. „Marktrisiko: Review Handelsbuch“, „Marktrisiko: neu im Bankenbuch“, „Kreditrisiko: neuer Standardansatz für die Eigenmittelunterlegung“, „FIDLEG“ und „FinfraG“ erhebliche Auswirkungen auf die Offenlegungspflichten haben werden.

Wir fordern deshalb, dass die Inkraftsetzung des gesamten totalrevidierten Rundschreibens zeitlich nach hinten verschoben wird, ansonsten besteht die Gefahr, dass die Offenlegung innert weniger Jahre erneut in grossem Stil umgebaut werden muss.

Schliesslich ist aus unserer Sicht grundsätzlich fragwürdig, dass die Schweiz erneut in voreuseilendem Gehorsam vor den wichtigen EU-Ländern teure administrative Massnahmen umsetzt. Gerne erinnern wir an dieser Stelle daran, dass US-Banken bis anhin noch immer nach Basel I rapportieren.

2 Spezifische Bemerkungen

Erläuterungsbericht 3.3: Prinzip der Materialität

Der Erläuterungsbericht bietet einen nützlichen Einblick, wie die FINMA die Materialität einstuft bzw. beurteilt. Wir schlagen vor, diese Präzisierung ins Rundschreiben zu integrieren, wie es auch z. B. im Rundschreiben 2015/1 „Rechnungslegung Banken“ unter Rz 255 gemacht wird.

Erläuterungsbericht 5: Glossar

Das Rundschreiben führt die Begriffe „Kreditrisiko“ und „Gegenpartierisiko“ ein. Unseres Erachtens entsteht dadurch jedoch eine Diskrepanz zwischen der ERV und dem vorliegenden Rundschreiben. Es wäre daher sinnvoll, die Definition der Begrifflichkeiten in das Rundschreiben aufzunehmen, mit Referenz auf die einschlägigen ERV-Artikel (z. B. Art. 69 ERV, Art. 70 ERV oder Art. 76 ERV).

Rz 15 ff: Ausnahmen von den Offenlegungspflichten

Der Schwellenwert von CHF 200 Mio. bzw. 40 Mio. stammt aus dem Jahr 2006 und sollte den aktuellen Gegebenheiten angepasst werden. Die ursprünglichen Werte basieren auf deutlich tieferen Basler-Eigenmittelanforderungen und berücksichtigen auch das allgemeine Wachstum nicht. In Rz 18 werden die ausgeübten Tätigkeiten und deren Materialität von Banken der Kategorien 1 bis 3 berücksichtigt. Banken der Kategorien 4 und 5 werden in diesem Zusammenhang aber nicht erwähnt.

Antrag: Es sollte präzisiert werden, dass auch Banken der Kategorien 4 und 5 das Materialitätsprinzip auf die Offenlegungspflichten anwenden können. Der Schwellenwert von CHF 200 Mio. bzw. 40 Mio. sollte der allgemeinen Entwicklung der Banken angepasst und auf ca. 350-400 Mio. resp. 70-80 Mio. erhöht werden.

In der französischen Version des Rundschreibens sollte das Wort „minimale“ hinzugefügt werden: « Publication des tableaux 26 et 28 lorsque les exigences **minimales** de fonds propres relatives aux risques de crédit de contrepartie excèdent 40 millions de CHF. »

Rz 19: Genehmigung

Im ersten Satz wird der Verwaltungsrat verpflichtet, einen Rahmen zu erlassen. Das macht keinen Sinn: Wenn ein Rundschreiben vorliegt, braucht es kein Reglement resp. keinen Rahmen.

Im zweiten Satz wird vorgeschrieben, dass und in welchem Umfang eine interne Kontrolle der Offenlegung zu erfolgen hat. Zum einen ist es nicht Aufgabe der FINMA, in einem RS zur Offenlegung festzulegen, wie ein Institut sein internes Kontrollsystem auszugestalten hat. Zum anderen wird die Kontrolle in Rz 47f unter dem Titel „Prüfung“ explizit der externen Prüfgesellschaft zugewiesen. Rz 19 wäre in diesem Sinn eine Verdoppelung der Prüfung, wofür es keinen Grund gibt. Es ist zudem darauf hinzuweisen, dass eine Prüfung durch die externe Prüfgesellschaft aufgrund des Umfangs der Offenlegung bedeutende Zusatzkosten verursachen wird.

Antrag: Randziffer 19 ist wie folgt zu ändern: „Das Organ für die Oberleitung, Aufsicht und Kontrolle genehmigt die jährliche Offenlegung. Die Offenlegungen der Zwischenperioden müssen einer den Zwischenabschlüssen (Rechnungsabschlüsse) vergleichbaren internen Kontrolle unterliegen“.

Rz 23: Zweckmässigkeit

Wie bereits bei den generellen Bemerkungen (siehe S. 2f.) erwähnt, erfüllt das RS unserer Meinung nach den Grundsatz der Zweckmässigkeit nicht, da Dritte die Risiken und die Bewirtschaftung der Risiken mit Hilfe der hier skizzierten Offenlegung kaum besser verstehen werden.

Antrag: Komplexität und Umfang des Rundschreibens sind massiv zu reduzieren, das Proportionalitätsprinzip ist grosszügiger auszulegen.

Rz 24 / Anhang 2: Zusatzinformationen

Bei praktisch jeder Tabelle wird – basierend auf Rz 24 – eine Mindestkommentierung verlangt, die jegliche Veränderung erläutert. Damit wäre ein nicht abzuschätzender Zusatzaufwand verbunden. Gleichzeitig bleibt äusserst fraglich, wie ein Aussenstehender die dadurch entstehende Informationsflut überhaupt sinnvoll verarbeiten und vergleichen kann. Kohärenz und Stetigkeit werden durch eine sachgerechte Verwendung von Tabellen erreicht und nicht durch Zusatzinformationen. Es sollten höchstens „wesentliche“ und nicht „jegliche Veränderungen“ kommentiert werden müssen.

Antrag: Die Randziffer ist entsprechend anzupassen.

Rz 33 bis 34 / Anhang 1: Zeitpunkt und Fristen der Offenlegung

Prinzipiell folgen regulatorische Offenlegungen in allen Bereichen dem Grundsatz der jährlichen Offenlegung. Dies reflektiert die grundsätzlich jährliche Rechenschaftsablage der Unternehmensführung gegenüber den Eigentümern und den Aufsichtsbehörden. Mit Rz 34 gibt die FINMA diesen Grundsatz auf und postuliert im Anhang 1 für die volle Offenlegung grundsätzlich den halbjährlichen Rhythmus.

Unserer Meinung nach handelt es sich dabei um eine Verschärfung, der keine materielle Notwendigkeit zugrunde liegt: Ein Finanzplatz wird nicht sicherer, wenn die Periodizität der Offenlegung verkürzt wird. Dazu kommt, dass das Geschäft der Nicht-Grossbanken in aller Regel stabil und ohne grössere Veränderungen erfolgt. Eine verkürzte Periodizität der Offenlegung ist für diese Banken nicht zu rechtfertigen. Speziell in diesem Bereich muss das Proportionalitätsprinzip zielführender ausgelegt werden.

Der Umfang und die Komplexität der quartalsweise resp. halbjährlich zu publizierenden Informationen haben signifikant zugenommen. Aus diesem Grund ist die gegenüber RS 08/22 unveränderte Publikationsfrist von zwei Monaten im Halbjahr oder im Quartal zu ambitioniert. Nur die auf der Grundlage des Jahresabschlusses basierende Frist für die Offenlegung beträgt vier Monate.

Antrag: Die Randziffer und die Tabelle sind entsprechend anzupassen. Die Publikationsfristen der quartalsweisen und halbjährlichen Offenlegungen sind auf drei Monate zu verlängern.

In Anhang 1 werden Abkürzungen aus den Basler Mindeststandards verwendet. Wir schlagen vor, die Definition der Abkürzungen direkt in den Anhang 1 des Rundschreibens zu integrieren.

Anhang 2

Die Tabellen zu den Kreditrisiken (vgl. Tabellen 5, 6, 7, 10, 11 und 24) gehen sehr weit. Derart weitreichende Offenlegungen sollten nicht pauschal allen Kategorie-3-Banken zugemutet werden (siehe S. 2 „Proportionalitätsprinzip“).

Tabellen 8, 11, 12 und 14: Aus Praktikabilitätsgründen und um allfällige Redundanzen zu vermeiden, wäre es empfehlenswert, die qualitativen Angaben zum Kreditrisiko in **einer** Tabelle zusammenzufassen. Ferner sollte die Möglichkeit eines Verweises auf qualitative Angaben im Geschäftsbericht einheitlich gehandhabt werden.

Antrag: Die Tabellen sind entsprechend anzupassen, das Proportionalitätsprinzip ist zielführender auszulegen.

Tabelle 4 / Anhang 2

Positionen 8 bis 10: Was ist mit „Look-through-Ansatz“, „Mandatsbasierter Ansatz“ und „Fallback Ansatz“ gemeint? Entsprechende Rundschreiben (equity investments in funds) sind zur Zeit oder auch per 31.12.2016 gar noch nicht in Kraft!

Antrag: Die Begrifflichkeiten müssen entweder klar definiert sein oder es sind entsprechende Hinweise auf später in Kraft tretende Rundschreiben mit entsprechenden Übergangsfristen zu machen.

Tabelle 5 / Anhang 2

- Es ist davon auszugehen, dass die Zusammenstellung der auszuweisenden Informationen einen grossen bis sehr grossen Aufwand verursacht (insbesondere im Fall von Mehrfachnennungen).
- Der Mehrwert dieser Tabelle ist unseres Erachtens auf diejenigen Institute zu beschränken, bei denen **wesentliche** Unterschiede zwischen dem buchhalterischen und dem aufsichtsrechtlichen Konsolidierungskreis bestehen. Nur für diese Institute ist die Tabelle zur Anwendung zu bringen
- Spalte „g“ ist unseres Erachtens aufzuteilen, da es einen Unterschied macht, ob Positionen ohne Eigenmittelanforderungen oder mittels Kapitalabzug behandelt werden müssen.
- Bei den im Zusammenhang mit den auszuweisenden Buchwerten referenzierten Tabellen handelt es sich nicht immer um Buchwerte im buchhalterischen Sinne (beim Handelsgeschäft sind die „Buchwerte“ eigentlich Marktwerte). Dies müsste sinnvollerweise angemerkt werden.
- In welchem Zusammenhang ist die Verpflichtungsseite auf die einzelnen Kategorien zuzuweisen? Die Verpflichtungsseite hat grundsätzlich keine Eigenmittelanforderungen und entspricht den Buchhaltungswerten.

Antrag: Die Tabelle ist entsprechend anzupassen.

Tabelle 6 / Anhang 2

Die Tabelle ist nicht verständlich. Es ist nicht klar, ob der Nettobetrag auf Stufe des aufsichtsrechtlichen Konsolidierungskreises gemäss Zeile 3 dem Resultat der Eingaben der Zeilen 1 bis 2 entspricht.

Antrag: Entsprechende Hinweise in Fussnoten oder eine bessere Beschriftung der Tabelle sollten diesen Punkt klarstellen.

Tabellen 9 und 10 / Anhang 2

In den Tabellen ist die Rede von ausgefallenen bzw. nicht ausgefallenen Positionen nach aufsichtsrechtlicher Definition. Eine präzise Referenz fehlt. Sind ausgefallene Positionen im Sinne der Tabelle „Darstellung der Deckungen von Forderungen und Ausserbilanzgeschäften sowie der **gefährdeten Forderungen**“ (siehe S. 100, Anhang 5 zum FINMA-RS 15/1

„Rechnungslegung Banken“) oder im Sinne der Definition von „überfälligen Forderungen“ (siehe S. 183, Anhang 7 zum FINMA-RS 15/1) zu verstehen? Darüber hinaus erachten wir diese Tabellen als redundant zu den Informationen im Anhang der Jahresabschlüsse.

Tabelle 11 (CRB) / Anhang 2

Basierend auf den Vorgaben müssen im Zusammenhang mit der Kreditqualität der Aktiven Aufteilungen nach a) geografischen Gebieten, b) Branchen und c) Restlaufzeiten gemacht werden. In diesem Zusammenhang stellen sich folgende Fragen:

- Handelt es sich bei den aufzuteilenden Positionen um dieselben wie unter Tabelle 9?
- Ist eine geografische Aufteilung nach denselben Kriterien wie in der Jahresrechnung (Anhang 25 – Aktiven/Passiven/Ausserbilanz nach Länder/Ländergruppen) korrekt bzw. sinnvoll?
- Wir empfehlen (analog zum Kreditrisiko), die Möglichkeit eines Verweises auf qualitative Angaben im Geschäftsbericht vorzusehen.
- Bezüglich der Aufteilung der Branchen ergeben sich spätestens bei der Umsetzung unterschiedliche Interpretationen oder Fragen:
 - a) Wie sind die Branchen definiert? Nach NOGA-Code? Ist mit Branchen und Aktivitätsbereichen das gleiche gemeint? Falls keine unterschiedlichen Umsetzungen von der FINMA zugelassen werden, müssten diese Punkte präzisiert und definiert werden.
 - b) Wieviele verschiedene Branchen sollen aufgeführt werden (Granularität)?
 - c) Sind Forderungen gegenüber Privatpersonen, welche entsprechend keiner Branche zuteilbar sind, in die Aufstellung mit einzubeziehen und, falls ja, wie sind diese zu berücksichtigen?

Antrag: Die Tabelle ist entsprechend anzupassen und zu präzisieren.

Tabellen 15 und 16 / Anhang 2

Sind die Positionen 8 (durch Wohnliegenschaften besicherte Forderungen) und 9 (durch übrige Liegenschaften und Objekte besicherte Forderungen) eine „davon-Position“ von Position 7 oder von den Positionen 1 bis 7.

Konkretes Beispiel: Unter welcher Position ist eine besicherte Geschäftsliegenschaft oder eine besicherte Geschäfts-/Wohnliegenschaft aufzuführen?

Antrag: Die Tabellen sind entsprechend zu präzisieren.

Tabellen 37, 43 und 44 / Anhang 2

Wir empfehlen (analog zum Kreditrisiko), die Möglichkeit eines Verweises auf qualitative Angaben im Geschäftsbericht vorzusehen.

Tabelle 42 (MR4) / Anhang 2

Im Basler Papier ist die Rede von „comparison of VaR estimates with gains/losses“. In Tabelle 42 kommt dies jedoch nicht zum Ausdruck. Zudem ist darauf hinzuweisen, dass die „Basler Anforderungen“ zu hypothetischen P/L eine Herausforderung darstellen, die ein Grossteil der Banken nicht erfüllen kann.

Antrag: Tabelle 42 ist ersatzlos zu streichen.

Anhang 3

Hat diese Tabelle Anspruch auf Vollständigkeit der Beziehungen zwischen den Tabellen? Die Aussage und Funktion dieses Anhangs ist unklar.

Antrag: Anhang 3 ist entsprechend anzupassen bzw. zu präzisieren.

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung unserer Kommentare und Anliegen. Für allfällige Rückfragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Verband Schweizerischer Kantonalbanken



Hanspeter Hess
Direktor



Dr. Thomas Hodel
Vizedirektor



School of Management and Law

Abteilung Banking, Finance, Insurance
Zentrum für Accounting & Controlling

Prof. Dr. Gabriela Nagel-Jungo

Professorin für Financial Management
Leiterin Center for Accounting & Controlling
Stv. Leiterin Abteilung Banking, Finance, Insurance
gabriela.nagel@zhaw.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Uwe Steinhauser
Laupenstrasse 27

3003 Bern

Technoparkstrasse 2
Postfach
CH-8401 Winterthur
Tel. +41 58 934 78 51
Fax +41 58 935 78 51

www.sml.zhaw.ch

Winterthur, 25. August 2015

Vernehmlassung zum Rundschreiben Offenlegung Banken

Sehr geehrter Herr Steinhauser

Gerne nutzen wir die Gelegenheit, zum total revidierten Rundschreiben 2016/XX "Offenlegung Banken" Stellung zu nehmen. Wir sind insgesamt der Ansicht, dass der vorgeschlagene Entwurf zu einer Verbesserung der Transparenz und damit der Marktdisziplin führen wird. Insbesondere die stärkere Standardisierung der Angaben für die systemrelevanten und grossen Banken ist aus unserer Sicht zu begrüßen.

Bezüglich der Offenlegung der Zinsrisiken im Bankenbuch geht der Entwurf aber eindeutig zu wenig weit. Neben den Kreditrisiken sind die aus der Fristentransformation resultierenden Zinsänderungsrisiken für die im Bilanzgeschäft tätigen Banken in der Regel die gewichtigste Risikokategorie. Der Druck des anhaltenden Niedrigzinsumfelds auf die Zinsmargen sowie die flache Zinskurve führen zu starken Anreizen, das Ertragsniveau durch Ausweitung der Fristentransformation und damit der Zinsrisiken zu halten. Dies wird noch dadurch begünstigt, dass diese Risiken keine unmittelbaren Eigenmittelanforderungen gemäss der 1. Säule der Eigenmittelregulierung auslösen. Entsprechend kommt der Marktdisziplinierung durch Offenlegung eine besondere Bedeutung zu.

Die in Tabelle 44 verlangten Angaben gehen zwar über die bisherigen Anforderungen hinaus und damit grundsätzlich in die richtige Richtung. Sie sind aber viel zu allgemein gehalten und in keiner Weise ausreichend, um sich auch nur ein einigermaßen zutreffendes Bild über die Zinsrisiken einer Bank zu machen. Wir schlagen deshalb zumindest für die systemrelevanten und grossen Banken die folgenden Anpassungen und Ergänzungen vor.

1. Zusätzliche Offenlegungen für Sicht- und Kündigungsgelder

Die aus Sicht- und Kündigungsgeldern resultierenden Zinsrisiken lassen sich naturgemäss nur sehr grob anhand von Modellen und historischen Entwicklungen abschätzen. Die daraus resultierenden Ermessensspielräume erlauben es, das effektive Ausmass der Fristentransformation zu kaschieren. Verbunden mit den erwähnten Anreizen, die

Fristentransformation auszuweiten, haben die Banken ein starkes Interesse, die Fristigkeit dieser Gelder möglichst optimistisch, d. h. als langfristig, einzuschätzen. Die SNB hat denn auch im Bericht zur Finanzmarktstabilität 2013 explizit darauf hingewiesen, dass die Zinsrisiken durch die Annahmen bezüglich Sicht- und Kündigungsgelder erheblich unterschätzt werden könnten.

Solange sich die Sicht- und Kündigungsgelder auf der Aktiv- und Passivseite in etwa die Waage halten, gleicht sich diese Unschärfe teilweise aus. In den letzten Jahren haben sich aber diesbezüglich grosse Ungleichgewichte gebildet. Wie die SNB-Statistik zeigt, hat sich der Anteil der Kundenkredite auf Sicht und Kündigung der Schweizer Banken seit 2008 von 26% auf 13% halbiert. Auf der Passivseite haben sich hingegen die Sichteinlagen und Spargelder im gleichen Zeitraum von 36% auf 70% fast verdoppelt. Als Konsequenz hat sich die Differenz der Sicht- und Kündigungsgelder zwischen Aktiv- und Passivseite von ca. 300 Mrd. auf 1'300 Mrd. mehr als vervierfacht.

Diese überwiegend kurzfristige Refinanzierung von langfristigen Ausleihungen führt zu undefinierten Zinsrisiken, deren Ermittlung im Wesentlichen durch die institutsspezifischen Modelle bestimmt wird. Insbesondere für die Sichtgelder sind diese aber sehr problematisch und wenig fundiert. Gerade die Sichteinlagen haben aber seit 2008 am stärksten zugenommen und machen inzwischen 50% der Kundengelder aus. Ohne detaillierte Angaben zu der Methodik und den Annahmen zur Schätzung der Zinsrisiken von Sicht- und Kündigungsgelder sind alle weiteren quantitativen Angaben ohne jede Aussagekraft und im schlechtesten Fall sogar irreführend.

Die meisten Banken verwenden zur Schätzung dieser Zinsrisiken die Methodik der Replikationsportfolios. Von diesen sollten zumindest die folgenden quantitativen Angaben für jedes verwendete Portfolio verlangt werden:

- Duration des Portfolios
- Laufzeit und Anteil der kürzesten Portfolio-Tranche
- Laufzeit und Anteil der längsten Portfolio-Tranche

Falls eine Bank eine andere Methodik verwendet, sind die analogen Informationen offenzulegen, welche einen zumindest gleichwertigen Einblick erlauben. Schon der Vergleich dieser Angaben über die verschiedenen Banken hinweg hätte einen disziplinierenden Effekt. Da es sich um weitgehend standardisierte Produkte handelt, wären grosse Unterschiede in den Annahmen schwer erklärbar und müssten begründet werden.

Grosse Auswirkungen auf die ausgewiesenen Zinsrisiken haben auch allfällige Änderungen in den Annahmen. Umschichtungen in den Replikationsportfolios oder Anpassungen von anderen wesentlichen Parametern der Zinsrisikomessung sollten deshalb ebenfalls offengelegt und erläutert werden. Sind die Auswirkungen materiell, sollten auch angepasste Vorjahreszahlen publiziert werden.

2. Standardisierung der Zinsrisikomessung

Zu Recht strebt die FINMA im Bereich der Modelle für Kreditrisiken eine stärkere Standardisierung und Vergleichbarkeit an. Wie oben ausgeführt, ist die Modellproblematik im Bereich der Zinsrisiken ebenso ausgeprägt. Zumindest für die systemrelevanten und

grossen Institute sollten die quantitativen Angaben der Zinsrisiken im Bankenbuch standardisiert werden.

Die vorgeschlagene Tabelle 44 lässt den Banken weiterhin ein Wahlrecht zwischen Offenlegung der Auswirkungen von Zinsänderungen auf die Erträge oder den Barwert des Eigenkapitals. Zusammen mit der Freiheit bei der Bestimmung des Zinsszenarios führt dies zu völlig unvergleichbaren Messgrössen. Von den systemrelevanten und grossen Banken sollte deshalb zwingend die Offenlegung sowohl des Barwert- als auch des Einkommenseffektes verlangt werden.

Die meisten grösseren Banken stellen bei der Steuerung ihrer Zinsrisiken im Bankenbuch auf die Barwertänderung des Eigenkapitals einer definierten Parallelverschiebung bzw. Drehung der Zinskurve ab. Wie eine Untersuchung im Rahmen einer Masterarbeit an der ZHAW und der HSLU gezeigt hat, ist der Barwerteffekt einer Parallelverschiebung der Zinskurve auch die am häufigsten publizierte Grösse im Rahmen der Offenlegung der Zinsrisiken. Bezüglich des Ausmasses dieser Parallelverschiebung werden heute aber sehr unterschiedliche Annahmen von 1 bp bis 200 bp getroffen. Im Interesse der Vergleichbarkeit der Zinsrisiken sollten alle Banken von einer Parallelverschiebung von 100bp ausgehen. Dies ist auch die am häufigsten verwendete Annahme der Banken.

Aus unserer Sicht reicht aber eine ausschliesslich relative Betrachtung einer vergleichsweise moderaten Zinsänderung nicht aus. Zusätzlich sollten die Banken deshalb die Auswirkungen eines von der FINMA festzulegenden Stressszenarios aufzeigen. Als drittes Standardszenario wären im Weiteren die Auswirkungen einer Rückkehr zu einem langjährigen durchschnittlichen Zinsniveau zu quantifizieren.

Falls bei Banken die Zinsrisiken aus einer Drehung der Zinskurve jene aus einer Parallelverschiebung überwiegen, ist zusätzlich die daraus resultierende Barwertänderung des Eigenkapitals offenzulegen und dabei die getroffenen Annahmen bezüglich Drehung darzulegen. Bei der Ermittlung des Einkommenseffektes ist von den gleichen Standardzinsszenarios auszugehen. Dabei sind die Auswirkungen auf den jährlichen Zinsertrag aufzuzeigen. Ist eine Bank der Auffassung, dass die von der FINMA vorgegebenen Messgrössen und Zinsszenarios ihre Zinsrisikosituation nicht angemessen darstellt, soll es ihr freigestellt bleiben, dies zu erläutern und zusätzlich alternative Messgrössen zu publizieren.

Ohne diese minimale Vergleichbarkeit der Messgrössen kann das Ziel einer Disziplinierung durch die Kapitalmärkte schlichtweg nicht erreicht werden. Entsprechend sollte dann besser ganz auf quantitative Informationen zu den Zinsrisiken im Bankenbuch verzichtet werden, um Irreführungen zu vermeiden. Als Konsequenz läge die Verantwortung für die Überwachung der Zinsrisiken ausschliesslich bei der SNB und FINMA, welche bereits heute detaillierte Informationen zu den Zinsrisiken im Bankenbuch erhalten. Eine Lehre der Finanzkrise ist aber, dass es keine Gewähr gibt, dass Regulatoren auch massive Fehlentwicklungen rechtzeitig erkennen und falsch gesetzte Anreize korrigieren können.

Es ist absehbar, dass die Banken im Falle von wesentlichen Verschiebungen im Zinsgefüge mit grossen Herausforderungen konfrontiert werden. Dabei ist auch zu berücksichtigen, dass die meisten Banken gemäss Bericht der SNB zur Finanzmarktstabilität so positioniert sind, dass sie bei einem Zinsanstieg Verluste erleiden würden. In Kombination mit Kreditausfällen könnte dies zu ernsthaften Schwierigkeiten führen. Es wäre deshalb aus unserer Sicht sehr bedauerlich, wenn die Chance nicht genutzt würde, im Sinne einer proaktiven Regulierung von den Banken eine aussagekräftige und vergleichbare Offenlegung dieser zentralen Risikokategorie zu verlangen. Dies ist eine zwingende Voraussetzung, um den Kapitalmärkten eine umfassende Einschätzung der Risikosituation einer Bank zu ermöglichen.

3. Weitere Vorschläge

In diesem Abschnitt nehmen wir zu weiteren Punkten Stellung, bei denen wir der Auffassung sind, dass sie im Vergleich mit der vorliegenden Ausgestaltung präzisiert oder klarer beschrieben werden können.

3.1. Allgemeine Grundsätze der Offenlegung

Die Randziffern 20 – 24 definieren die allgemeinen Grundsätze der Offenlegung. Dabei werden nicht immer die üblichen Begriffe verwendet. In Rz 22 sollte der Begriff „Umfassend“ durch „Vollständig“ oder „Wesentlich“ ersetzt werden, je nachdem, welchen Grundsatz man definieren möchte. Rz 23 ist inhaltlich eine Wiederholung von Rz 21, bei Rz 24 sollte nur Stetigkeit als Begriff stehen. Sinnvollerweise sollten folgende Grundsätze gefordert sein: Klarheit, Vollständigkeit, Wesentlichkeit und Stetigkeit. Rz 21 – 24 wären dementsprechend anzupassen.

3.2. Form der Offenlegung

Der erste Satz bezüglich Zugänglichkeit der Informationen in Rz 28 sollte eine alleinige Randziffer sein. Der restliche Text von Rz 28 und Rz 30 ist sinnvollerweise mit Rz 29 zu kombinieren.

3.3. Zeitpunkt und Fristen der Offenlegung

In Rz 33 hinsichtlich Häufigkeit der Offenlegung sollte diese anstelle des Verweises auf Anhang 1 direkt in der Randziffer stehen. Die in Rz 34 gewährte Frist von 4 Monaten ist sehr lang. Der Grundsatz sollte sein, dass die Informationen Teil des Geschäftsberichts sein sollten und nicht erst einige Wochen danach in einem separaten Dokument, welches kaum mehr Beachtung findet, veröffentlicht werden können. Die Informationen lassen sich am besten in Kombination mit der Jahresrechnung analysieren und interpretieren.

3.4. Besondere Offenlegungspflichten für systemrelevante Finanzgruppen und Banken

In Rz 43 wird gefordert, dass das harte Kernkapital, welches zur Abdeckung der progressiven Komponente dient, in die Quote des Wandlungskapitals mit tiefem Auslösungssatz integriert wird und nicht in jene des harten Kernkapitals. Rz 44 fordert, dass der Betrag an hartem Kernkapital, der zur Deckung der progressiven Komponente dient,

gesondert ausgewiesen wird. Diese Vorgaben halten wir für nicht sinnvoll, denn im ersten Fall erscheint die harte Kernkapitalquote tiefer als sie tatsächlich ist, im zweiten Fall ist eine Allokation von hartem Kernkapital auf die progressive Komponente theoretischer Natur. Beides kann nicht Sinn und Zweck einer transparenten Offenlegung sein. Wesentlich sinnvoller wäre es, die Mindestquote an hartem Kernkapital, welche die Bank zu erfüllen hat, nach Komponenten aufzuschlüsseln und die so bestimmte Mindestquote – die progressive Komponente erhöht dann die von der Bank zu erfüllende Mindestquote – mit der tatsächlichen harten Kernkapitalquote zu vergleichen. Dieselbe Information kann sinngemäss für das AT1 und Tier 2 Kapital offengelegt werden und zur Gesamtkapitalquote aggregiert werden. Damit erhält der Leser übersichtliche und verständliche Informationen über die regulatorische Eigenmittelsituation einer Bank.

3.5. Tabellen

Wir sind der Meinung, dass Tabelle 1 von allen Banken und Finanzgruppen offenzulegen ist. Eine Ausnahme für Institute der Kategorien 4 und 5 ist unseres Erachtens nicht gerechtfertigt.

Bei mehreren Tabellen wird bezüglich Inhalt einfach auf das Dokument „Revised Pillar 3 Disclosure Requirements“ des Basler Ausschusses verwiesen. Wir sind der Meinung, dass anstelle des Verweises die Information direkt im Rundschreiben enthalten sein sollte und die Anwender nicht auf ein zusätzliches Dokument zurückgreifen müssen.

Wir hoffen, mit unseren Kommentaren zu einer wirkungsvollen Transparenz bezüglich der Offenlegung der Risiken von grossen und systemrelevanten Banken beizutragen. Für Rückfragen zum Inhalt dieser Stellungnahme steht Ihnen Dr. Martin Lüthy, Tel. 058 934 76 84, martin.luethy@zhaw.ch, gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Prof. Dr. Gabriela Nagel-Jungo
Leiterin Zentrum für
Accounting und Controlling

Dr. Martin Lüthy
Dozent für Financial Bank Management